



POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine
75186 PARIS CEDEX 04

ACCORD-CADRE DE SERVICES

<p>PRESTATIONS D'HEBERGEMENT EN RESIDENCE HOTELIERE POUR LA CITE INTERNATIONALE DE LA LANGUE FRANCAISE</p>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ACCORD-CADRE N° : 25-856-130

PROCEDURE DE PASSATION : Marché passé selon une procédure adaptée « services sociaux et spécifiques » conformément aux dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 3°, R. 2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

POUVOIR ADJUDICATEUR : Centre des monuments nationaux – Hôtel de Sully – 62, rue Saint-Antoine – 75186 PARIS CEDEX 04, représenté par Madame Marie LAVANDIER, agissant en qualité de Présidente du Centre des monuments nationaux.

SERVICE GESTIONNAIRE : Cité Internationale de la Langue Française – Villers Cotterêts

COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

L'agent comptable du Centre des Monuments Nationaux - Hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine – 75186 PARIS CEDEX 04.

Sommaire

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 1.1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 1.2 – ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 1.3 – FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
ARTICLE 2.2 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 2.3 – NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE.....	4
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES CORRESPONDANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE	5
ARTICLE 3.1 – CORRESPONDANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 3.2 – CORRESPONDANT DU TITULAIRE.....	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	5
ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS GENERALES.....	5
ARTICLE 4.2 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE.....	6
ARTICLE 4.3 – STATISTIQUES	6
ARTICLE 5 – PRIX, CONTENU ET VARIATION	6
ARTICLE 5.1 – FORME ET NATURE DES PRIX	7
ARTICLE 5.2 – VARIATION DES PRIX	7
ARTICLE 5.3 – OFFRE PROMOTIONNELLE	8
ARTICLE 6 – MODALITES DE PAIEMENT	8
ARTICLE 6.1 – MODALITES DE PAIEMENT	8
ARTICLE 6.2 – PRODUCTION DES FACTURES	8
ARTICLE 6.3 – DELAI DE PAIEMENT	8
ARTICLE 7 – PENALITES.....	9
ARTICLE 8 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	10
ARTICLE 9 – VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 10 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	10
ARTICLE 11 – ASSURANCE	11
ARTICLE 12 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE.....	11
ARTICLE 12.1 – CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE	11
ARTICLE 12.2 – CHANGEMENT DE CONTRACTANT EN COURS D'EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE	11
ARTICLE 13 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	11
ARTICLE 13.1 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE SANS FAUTE DU TITULAIRE	11
ARTICLE 13.2 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE POUR FAUTE DU TITULAIRE	11
ARTICLE 13.3 – CONSEQUENCES DE LA RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	12

ARTICLE 13.4 – RESILIATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L’ACCORD-CADRE	12
ARTICLE 14 – STIPULATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE	12
ARTICLE 15 – LITIGES	12
ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE	12
ARTICLE 17 – CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	13
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	14

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 1.1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'hébergement en résidence hôtelière pour la Cité Internationale de la Langue Française de Villers-Cotterêts.

Les prestations objet de l'accord-cadre sont détaillées dans le CCTP.

ARTICLE 1.2 – ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

ARTICLE 1.3 – FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée « services sociaux et spécifiques » conformément aux dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 3°, R. 2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

.

L'accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire de services, traité à bons de commande.

Le présent accord-cadre est conclu avec un montant minimum de 90 000 €HT par an et un montant maximum de 250 000 €HT par an.

ARTICLE 2 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Les prestations font l'objet de bons commandes notifiés au fur et à mesure des besoins.

Des dispositions administratives particulières applicables à un nouveau besoin peuvent être intégrées dans le corps dudit bon de commande. Elles ne peuvent être invoquées par les différentes parties de l'accord-cadre que dans le cadre de ce seul bon de commande.

En toute hypothèse et sous peine de nullité, ces dispositions supplémentaires ne doivent en aucun cas constituer une modification substantielle des termes fixés au sein du présent accord-cadre.

ARTICLE 2.2 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Le délai d'exécution est précisé dans chaque bon de commande.

Il est précisé que le(s) bon(s) de commande(s) pourront continuer à s'exécuter au-delà de la date de validité de l'accord-cadre dans une limite de 3 mois seulement dans le cas où celui-ci aurait été engagé par le pouvoir adjudicateur durant la date de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution courent à compter de la date début des prestations indiquée dans le bon de commande.

ARTICLE 2.3 – NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet de bons de commande qui seront notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix unitaires mentionnées dans son offre.

Le bon de commande mentionne notamment :

- nom et adresse du titulaire,
- référence et objet du marché,
- le lieu de livraison,
- le délai d'exécution,
- les références nécessaires à la dépose des factures sur CHORUS Pro
- les prestations commandées,
- les quantités,
- montant total H.T. et T.T.C.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée :

- soit via l'outil de commande en ligne ;
- soit par l'accusé de réception en cas d'envoi par courriel.

Toute prestation exécutée avant la date de notification du bon de commande conclu sur le fondement du marché reste à la charge du Titulaire, sans recours possible contre le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES CORRESPONDANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE

ARTICLE 3.1 – CORRESPONDANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé du suivi général de l'exécution du marché est Sophie Gillet : sophie.gillet@monuments-nationaux.fr

Le suivi d'exécution et de facturation des bons de commandes est réalisé au niveau du service émetteur de la commande.

Leurs coordonnées seront transmises à la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 3.2 – CORRESPONDANT DU TITULAIRE

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité des bons de commande conclus sur le fondement du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur les coordonnées précises d'un correspondant (nom, adresse, téléphone, e-mail). Il est l'interlocuteur privilégié du Centre des monuments nationaux.

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande doit être communiqué au représentant du pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS GENERALES

Le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations et avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions. En conséquence, il doit avoir sollicité toute information complémentaire dont il ressent le besoin.

Le titulaire s'engage formellement à mettre en œuvre tous les moyens permettant d'aboutir au succès de ses prestations. **Il a une obligation de moyens envers le Centre des monuments nationaux et s'engage à consacrer ses compétences et ses expériences à l'exécution des prestations qui lui sont confiées.**

Le Titulaire déclare que les services sont conformes, par ordre de priorité décroissante :

- aux normes harmonisées établies par les organismes chargés de la normalisation dans les états membres de l'Union Européenne ;
- aux normes françaises homologuées ou aux normes étrangères nationales équivalentes ;

Ces normes sont celles en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à communiquer au Centre des monuments nationaux toute modification des normes en vigueur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre en cas de non-respect de ces normes par le titulaire.

ARTICLE 4.2 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à traiter de manière confidentielle toute information liée à l'exécution des bons de commande conclus sur le fondement de l'accord-cadre.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur les prestations à des tiers sans l'accord exprès préalable du Centre des monuments nationaux.

En cas de violation de ces obligations, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire au titre de l'article 13 du présent CCAP.

ARTICLE 4.3 – STATISTIQUES

Le titulaire transmet sur demande du Centre des monuments nationaux, *a minima* annuellement, et à titre gracieux, au représentant du Centre des monuments nationaux, un rapport d'activité (ou tout document équivalent) comportant notamment :

- Une analyse de l'activité de la période considérée (document de type dématérialisé) ;
- Un plan d'actions et de progrès face aux éventuels problèmes rencontrés ;
- L'état détaillé et annuel des consommations par produit et service (quantité et prix).

Cet état doit par ailleurs être transmis dans un format tableur exploitable de type .xls

Dès la date de fin de l'accord-cadre, un dernier état récapitulatif général est transmis sur sa durée totale.

ARTICLE 5 – PRIX, CONTENU ET VARIATION

ARTICLE 5.1 – FORME ET NATURE DES PRIX

Les bons de commandes conclus sur la base du présent accord-cadre seront traités à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées et acceptées par le Centre des monuments nationaux.

Les prix sont ceux fixés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations y compris les coûts et risques liés au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les sujétions et contraintes telles qu'énoncées dans les bons de commande (modalités d'accès et de sécurité).

Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date de facturation des prestations.

ARTICLE 5.2 – VARIATION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis aux conditions économiques du mois de signature de l'offre par le titulaire, dit mois d'établissement des prix « M0 ».

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pour la première année, soit pour une durée de douze (12) mois à compter de la notification du contrat. Ils sont révisables annuellement, à la demande du titulaire, dans un délai de deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire transmet, lors de sa demande de révision, le BPU révisé et les détails du calcul des prix révisés.

Le correspondant du Centre des monuments nationaux fait connaître au titulaire son acceptation ou son refus dans un délai maximal de dix jours calendaires à compter de la réception du nouveau tarif.

En l'absence de réponse du Centre des monuments nationaux au terme du délai susmentionné, le nouveau tarif est considéré comme accepté et entre en vigueur à la date de reconduction de l'accord-cadre. L'ajustement peut s'opérer à la hausse comme à la baisse.

En cas de refus, le correspondant du Centre des monuments nationaux présente ses observations motivées par lettre recommandée. Le titulaire dispose d'un délai de dix jours calendaires à compter de la date de réception des observations pour y répondre et présenter, le cas échéant, un nouveau tarif.

A la réception de la réponse du titulaire, un nouveau délai de dix jours calendaires commence à courir.

Si aucun accord ne peut intervenir, l'accord-cadre pourra être résilié par le Centre des monuments nationaux sans indemnité.

Les prix ainsi révisés restent fermes entre chaque révision.

L'index de référence est : ICHT-I (Hébergement, restauration).

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\%(\text{ICHT-I}(n) / \text{ICHT-I}(o))$$

où

C_n : coefficient de révision

Index (n) : valeur de l'index de référence au mois « n »

Index (o) : valeur de l'index de référence au mois « o » (Indice connu au mois de la remise des offres)

Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

ARTICLE 5.3 – OFFRE PROMOTIONNELLE

Les rabais et actions promotionnelles sont possibles. Le titulaire peut faire bénéficier le Centre des monuments nationaux des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Ces prix exceptionnels se substitueront à ceux indiqués au présent accord-cadre, à condition de leur être inférieurs.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer les « passeurs de commande » de ces offres promotionnelles, ainsi que leur durée d'application.

ARTICLE 6 – MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 6.1 – MODALITES DE PAIEMENT

Les prestations exécutées feront l'objet d'une présentation trimestrielle de facture après « service fait », à l'ordre du Centre des monuments nationaux et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- son objet,
- les produits commandés, et leur quantité
- la date de livraison,
- le montant HT et TTC des prestations,
- le taux et le montant de la T.V.A.,

ARTICLE 6.2 – PRODUCTION DES FACTURES

Les factures sont obligatoirement déposées sur Chorus Portail Pro (site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>), conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Les identifiants du Centre des Monuments Nationaux sont les suivants :

- SIRET : VOIR NOTIFICATION
- Service exécutant : VOIR NOTIFICATION
- N° d'EJ (engagement juridique) : VOIR BON DE COMMANDE

ARTICLE 6.3 – DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires, mentionnés à l'article L. 2192-13, applicable en cas de retard de paiement est égal au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires commencent à courir augmentés de huit (8) points de pourcentage.

Conformément à l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, en cas de retard de paiement des factures, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, est due au titulaire.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

ARTICLE 7 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.
Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, et en cas de dépassement des délais contractuels, le titulaire encourt les pénalités ci-dessous, sans mise en demeure préalable sauf indication contraire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3, le montant total des pénalités ne saurait être plafonné et le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités encourues, quel que soit leur montant, sauf décision expresse du Centre des monuments nationaux.

Objet	Pénalité
Retard sur l'heure annoncée pour la mise à disposition du bien réservé	50 € par heure de retard
Constat sur la propreté du bien mis à disposition (Nettoyage mal exécuté ou non exécuté)	100 € par constat
Equipements indisponibles (Equipement manquant ou qui ne fonctionne pas)	50 € par constat
Bien commandé et non disponible	1000 € si l'établissement n'est pas en capacité de mettre à disposition le bien commandé par l'acheteur
Prestation commandée mais non réalisée (ex : prestation de room-service)	100 € par constat

Résidence hôtelière inaccessible	200 € par heure de retard
----------------------------------	---------------------------

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00% du montant TTC de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le candidat devra se référer à l'article II.10 « développement durable » du CCTP.

ARTICLE 9 – VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Toutefois, le Centre des monuments nationaux se réserve le droit de procéder à des visites afin de vérifier la conformité des prestations à celles commandées et prévues au présent contrat.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra la décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 10 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen a vocation à être mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur dès lors que les conditions d'exécution initiales du marché seraient amenées à évoluer ; tel serait notamment le cas :

- En cas d'évolution significative des besoins de l'acheteur en matière de durée ou de volume des nuitées
- En cas de modification importante du calendrier des prestations (par exemple, prolongation ou suppression de périodes de réservation)
- Si le prix de certaines matières premières évolue de manière significative suite à un/des cas de force majeure (ex : pandémie, conflit...)
- En cas de modification des taux applicables à la fiscalité locale (taxe séjour, TVA)
- Si l'établissement hôtelier initialement désigné devient indisponible pour une raison indépendante de la volonté du titulaire (fermeture temporaire, travaux, force majeure), le titulaire peut proposer un autre établissement équivalent ou de gamme supérieure, dans le respect des exigences du cahier des charges techniques, sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire du contrat ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du Pouvoir adjudicateur.

Si les modifications ont une incidence financière sur le montant du marché, le Titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix. Il dispose à cet effet d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

La formulation de ces modifications par le Pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Lorsque les modifications susmentionnées sont à l'initiative du Pouvoir adjudicateur, elles sont prises sur simple décision et sont formalisées par un avenant. Le Titulaire ne peut s'y opposer.

ARTICLE 11 – ASSURANCE

Le Titulaire de l'accord-cadre doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la constitution, puis en cours d'exécution, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations conclus sur la base du présent accord-cadre.

Tous les intervenants dans l'exécution des prestations, tels ses correspondants à l'étranger, demeurent sous la responsabilité du titulaire.

Les attestations doivent être remises dans le délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre par le Titulaire et à tout moment lors de l'exécution de l'accord-cadre, conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

ARTICLE 12.1 – CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le correspondant du pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

ARTICLE 12.2 – CHANGEMENT DE CONTRACTANT EN COURS D'EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

ARTICLE 13 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 13.1 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE SANS FAUTE DU TITULAIRE

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général.

ARTICLE 13.2 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE POUR FAUTE DU TITULAIRE

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du Titulaire, sans mise en demeure préalable, notamment dans l'un des cas suivants :

- Absence manifeste ou défaillance dans l'exécution d'un ou plusieurs bons de commande conclus sur le fondement de l'accord-cadre ;
- Méconnaissance d'une obligation contractuelle du titulaire, telle que prévue dans les pièces de l'accord-cadre.

Les prestations peuvent être exécutées aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 13.3 – CONSEQUENCES DE LA RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation du ou des bons de commande conclu(s) sur la base de l'accord-cadre en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

ARTICLE 13.4 – RESILIATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Outre les conditions prévues par l'article 41 du CCAG-FCS, les bons de commande conclus sur la base de l'accord-cadre peuvent être résiliés pour faute du titulaire notamment si les engagements contractuels ne sont pas respectés ou en cas d'inexactitude des renseignements transmis dans le cadre de l'accord-cadre.

ARTICLE 14 – STIPULATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, au tarif du Titulaire ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

ARTICLE 15 – LITIGES

En cas de litige nés de l'exécution ou de l'interprétation de l'accord-cadre, les parties essaient de trouver une solution amiable.

En cas d'impossibilité de trouver un accord, les litiges seront soumis au juge administratif. Le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), le titulaire de l'Accord-cadre doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code.

Lorsque le cocontractant est établi en France, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'une attestation de déclarations sociales et fiscales de moins de 6 mois

- d'un extrait K-bis de moins de 3 mois ou carte d'identification du Répertoire des Métiers

Lorsque le cocontractant est établi à l'étranger, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'un document mentionnant son numéro individuel d'identification ou un document mentionnant son identité et son adresse ;

- d'un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;

- lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Dans le cadre des obligations légales – tant des entreprises et du pouvoir adjudicateur - le Centre des monuments nationaux a souscrit à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et de sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation ; elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la validité de l'adresse courriel transmise, qui servira pour les relances de la plateforme.

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D 8222-5, D 8254-4 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

www.e-attestations.fr

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

ARTICLE 17 – CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN. Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D'ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. La présentation de ce dispositif et de la procédure interne mise en place en cas de signalement sont annexés au règlement de la consultation (annexes 1 et 2).

COLLABORATION DU TITULAIRE EN CAS DE SIGNALEMENT

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution du marché, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels le présent CCP déroge.